

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20221216-1374-DE-1-1  
Date de télétransmission : 19/12/2022  
Date de réception préfecture : 19/12/2022

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 16 DÉCEMBRE 2022**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame MENU, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur CHERET, Monsieur DECLEMY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PEZE, Madame ROSSIGNOL, Madame VAN HEGHE.

**Excusés** : Monsieur PANNIER qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur DUBREUCQ.

Habilitation du personnel pour l'exploitation du système de vidéo  
protection  
Lutte contre les incivilités

---

Direction politique clients et solidarités  
Rapporteur : Mme [REDACTED]

---

Le Conseil d'administration a, en février 2021, confirmé son souhait de renforcer les actions de l'Office dans la lutte contre les incivilités et troubles de voisinage. Il a réaffirmé ce souhait en l'inscrivant dans son projet politique de l'entreprise pour le mandat 2021-2027 voté en février 2022.

Le Directeur Général a alors confié cette mission à [REDACTED] puis [REDACTED] et [REDACTED] pilotes du projet, qui ont constitué, en ce sens, un groupe de travail pluridisciplinaire composé des deux chargés de mission Sécurité des quartiers, de la responsable juridique et d'une responsable des services à la clientèle.

Les membres du groupe se sont réunis et ont défini 5 axes de travail prioritaires :

- mise en place d'un observatoire des faits d'incivilités en s'appuyant sur l'outil SENTINELLE en partenariat avec CDC HABITAT. Une phase test sera organisée prochainement.
- la réécriture du Règlement intérieur annexé au bail. Celui-ci sera présenté à l'occasion du prochain CCL.
- l'assermentation. Ce sujet est en lien avec un autre groupe de travail chargé de repenser la fonction de gardien. En parallèle, il apparaît nécessaire d'échanger avec les Parquets des différents territoires concernant l'adéquation entre l'assermentation et les politiques pénales en œuvre.
- la médiation. Ce sujet sensible implique des rencontres avec les collectivités afin de travailler en concertation.
- l'habilitation du personnel pour l'exploitation du système de vidéo protection mis en place dans les entrées d'immeubles.

Compte tenu de l'augmentation récente du nombre d'incivilités ayant un impact majeur sur le cadre de vie des locataires, il a été décidé d'accélérer l'habilitation de personnel en matière de visionnage des images de vidéo protection.

Depuis 2016, Pas-Calais Habitat équipe ses entrées d'un système de vidéo-protection afin de garantir la sécurité des biens et des personnes, mais également d'assurer le respect du cadre de vie à ses locataires. (Au 31 décembre 2021, 65 entrées et 6 parkings sont vidéo protégés)

A ce jour, seules les chargées de mission Sécurité des Quartiers (2 personnes pour l'ensemble du patrimoine de Pas-de-Calais habitat) sont habilitées à exploiter le système de vidéo-protection c'est-à-dire à visionner les images.

Afin de gagner en réactivité dans le traitement des dégradations et incivilités que l'Office subit sur son patrimoine, il est proposé d'étendre ces habilitations à d'autres collaborateurs de l'Office pour le visionnage et l'extraction des images de vidéo-protection.

Les responsables d'agence, les responsables de centre d'exploitation et les chargées de mission Sécurité des quartiers pourront être habilités à visionner et extraire des images dans un périmètre géographique déterminé et dans la limite de certaines prérogatives.

L'écriture d'un process interne, accompagné de la signature d'une charte d'engagement par le personnel habilité, et la mise en place d'un tableau de suivi des événements permettront de satisfaire aux obligations réglementaires afférentes à cette activité, notamment en matière de confidentialité, de respect du droit à l'image et à la vie privée, et de conserver la maîtrise du système. Les chargées de mission sécurité des quartiers restent les référentes notamment pour ce qui concerne les demandes des réquisitions des services de police.

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ approuvent l'extension des habilitations pour le visionnage et l'extraction des images de vidéo-protection aux responsables d'agence et aux responsables de centre d'exploitation,
- ✓ autorisent le Directeur général ou toute personne habilitée à signer tout document relatif au projet.

Décision adoptée à l'unanimité